



Délibération n° 2017-02 : avis du CNTE sur le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie de la Guadeloupe

Adopté le 6 mars 2017

Le Conseil national de la transition écologique,

Saisi par la Ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer d'un projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pour la Guadeloupe pour les périodes de 2016-2018 et 2019-2023, composé d'un rapport et d'un projet de décret reprenant les principales dispositions, de l'évaluation environnementale stratégique et de sa synthèse, d'une étude d'impact économique et sociale, de l'avis de l'Autorité Environnementale et des éléments de réponse ;

Prenant note avec intérêt des nombreuses séances de concertation menées localement, en vue de l'élaboration de cette PPE ;

Prenant note de l'avis du 19 octobre 2016 de l'autorité environnementale sur le projet de PPE pour la Guadeloupe ;

Salue le choix d'un scénario de maîtrise de la demande renforcé et souligne les mesures d'efficacité énergétique proposées qui permettront d'éviter, en 2023, la production d'environ 150 GWh en 2018 et 508 GWh d'énergie par rapport à 2015 ;

Salue la forte progression des énergies renouvelables dans la production électrique atteignant 65.9 % d'ENR électriques en 2023 ;

Salue l'augmentation de la part des ENR thermiques dans le mix sur 2015-2023, qui se sont de nature à éviter en 2023 près de 40 GWh de production électrique ;

Prend note des enjeux spécifiques aux zones non interconnectées liés à la recharge des véhicules électriques et salue l'objectif de déployer 100 bornes de recharge privilégiant le recours aux énergies renouvelables ;

Recommande la mise en place d'indicateurs de suivi de mise en œuvre de cette programmation ;

Demande que les travaux se poursuivent et soient approfondis dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique, du stockage et de la gestion de la demande électrique, des transports afin d'être en mesure de proposer pour la prochaine révision de la PPE des mesures permettant d'atteindre les objectifs d'autonomie énergétique prévus pour 2030 par le code de l'Energie ;

Demande que le renouvellement des installations de pointe soit mentionné dans le décret ;

Recommande que l'ambition forte du territoire, notamment en matière de développement des énergies renouvelables intermittentes, s'accompagne de l'étude prévue quant à l'analyse des impacts sur le réseau électrique guadeloupéen et sa capacité à supporter l'ensemble des nouveaux moyens programmés ;

Souhaite que le Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR) reflète les objectifs de la PPE ;

Soutient qu'il est nécessaire de favoriser toutes solutions qui permettent l'autonomie énergétique de la région en développant les ressources locales sans exclure *a priori* aucune énergie ;

Demande que les travaux d'évaluation de l'impact de la PPE sur la création d'emplois en termes de transition professionnelle soient affinés.